

Un répit pour la planète ?



Par Maria Josefina Arce.

L'accord sur la protection de la biodiversité conclu lors du sommet des Nations unies qui vient de s'achever à Montréal, au Canada, devrait marquer un changement dans la relation de l'homme avec la planète, compte tenu de la menace qui pèse sur les plantes, les animaux et les écosystèmes en général.

Selon les spécialistes, un million d'espèces sont en danger d'extinction, un tiers de la terre est gravement dégradé et les sols fertiles disparaissent, tandis que la pollution et le changement climatique accélèrent la dévastation des océans.

L'Amérique latine est en tête de liste des régions où les pertes en mammifères, oiseaux, reptiles et poissons sont les plus importantes. Le taux de déclin de ces espèces est de 94%.

Le rapport Planète vivante 2022 du Fonds mondial pour la nature, une organisation indépendante, souligne que le monde est confronté à une double urgence d'origine humaine, la crise climatique et la perte de la biodiversité, qui met en péril le bien-être de l'humanité.

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, qui a ouvert le sommet de deux semaines, a dénoncé le fait que l'humanité est devenue une arme d'extinction massive en raison de son appétit sans borne pour une croissance économique débridée et inégale.

Les négociations pour parvenir à cet accord, dont le point clé est l'engagement de protéger 30 % des terres et des eaux, considérées comme importantes pour la biodiversité, d'ici à 2030, ont été difficiles.

Actuellement, seuls 17% des zones terrestres et 10% des zones marines sont protégées.

Comme toujours, l'un des aspects les plus controversés des discussions a été le financement de la conservation de la planète. Il a finalement été établi de fournir aux pays pauvres au moins 20 milliards de dollars d'aide internationale annuelle pour la biodiversité d'ici 2025 et au moins 30 MILLIARDS d'ici 2030.

Un aspect pertinent est qu'il mentionne la protection des peuples indigènes, gardiens de 80% de la biodiversité de la planète, une demande largement réclamée par les représentants de ces groupes ethniques.

On ne peut ignorer que les communautés indigènes ont une relation respectueuse avec la nature dans laquelle la conservation est essentielle. Ils possèdent également des connaissances précieuses qui se transmettent de génération en génération et qui sont utiles pour éviter les catastrophes naturelles.

L'accord de bienvenue a été décrit comme un premier pas vers le rétablissement de notre relation avec la nature. Toutefois, comme les experts l'ont souligné, son succès dépendra de sa mise en œuvre rapide et cohérente, car il manque un mécanisme contraignant permettant aux gouvernements d'adopter des mesures plus ambitieuses si les objectifs ne sont pas atteints.

Il est maintenant dans les mains de chacun d'inverser la perte de biodiversité d'ici 2030 et, pour le bien de l'humanité, de faire prospérer à nouveau la nature.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/308595-un-repit-pour-la-planete>



Radio Habana Cuba